Rennes, le 29 juin 2016

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
CGT / FO DIR OUEST

L'austérité, imposée par le Gouvernement sous l'injonction de l'Union Européenne, devrait-elle être payée par le service public rendu aux usagers ?
Le Gouvernement refusant tout investissement public sur les réseaux et infrastructures, l'entretien, les travaux et l'exploitation ne peuvent plus être réalisés dans de bonnes conditions, aussi bien pour les agents travaillant sur ces réseaux et infrastructures que pour les usagers. Le dogme est de les privatiser. Les fonctions supports sont mutualisées, mais avec des effectifs sous-dimensionnés. Les personnels exerçant les missions de Service Public sur les réseaux et infrastructures sont de plus en plus souvent mis devant le fait accompli des réductions, abandons ou privatisations.
Les conditions de travail de tous personnels (Exploitations, Techniques, Administratifs & Ouvriers des Parcs et Ateliers) ne cessent de se dégrader, conséquences des réductions des effectifs et de la baisse drastique des budgets qui ne permettent pas de rendre un Service Public de qualité.
L'information aux usagers a été touché dernièrement (mai 2016) avec la fermeture du site « bison fûté » de Rennes St Grégoire. Une partie de ces missions ont été reportées sur les Centres d'Informations et Gestion du Trafic (CIGT) de St Brieuc, Vannes, Nantes et Rennes. Et maintenant, le Ministère de l'Écologie, via la Direction de la DIR Ouest, nous annonce une fermeture des sites de Vannes voire St Brieuc !
Également annoncé une réduction du niveau de service rendu à l'usager, avec par exemple la possibilité de l'arrêt des patrouilles fréquentes sur les réseaux urbains / inter-urbains (ces patrouilles interviennent de 6h à 20h30 pour la gestion des accidents, véhicules en panne, objet/animaux sur chaussées…).

C'est contre toutes ces attaques que nos organisations ont appelé ce jour les personnels à la grève reconductible (débutée le 14 juin dernier) pour revendiquer :

- l'arrêt immédiat de suppressions d'effectifs à la DIR Ouest,
- l'arrêt immédiat de réorganisations inutiles,
- un Service Public des Réseaux et Infrastructures avec des moyens en effectifs, matériels et un budget public permettant de réaliser l'entretien, les travaux et l'exploitation, incluant les fonctions support,
- l'ouverture de négociations nationales sur le statutaire,
- le retrait du projet de loi travail…

Ce sont donc près de 300 agents qui se sont réunis ce jour, à l'appel de la CGT et de FO, au siège de la Direction Interdépartementale des Routes de l'Ouest (DIRO) ou la direction les a reçus.
Insatisfaits des réponses apportées par la Direction, les agents ont réalisé une opération escargot sur le périphérique Rennais en début d'après-midi.

cgt
DIR Ouest

EN GREVE
DIR

cgt